

Mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique

Réponse de la direction de l'urbanisme, de l'habitat et
de la construction (DGUHC) à la consultation publique
de l'ARCEP

Octobre 2007

Question 2: *La description ci-avant corrobore-t-elle vos connaissances en matière de propriété et de capacité de réutilisation des gaines existantes ? Cette situation vous semble-t-elle satisfaisante ? Pensez-vous que les pouvoirs publics devraient prendre des mesures, lesquelles et dans quel cadre juridique ?*

La réutilisation de gaines existantes n'exonère pas les opérateurs d'une autorisation d'accès. Toutefois les conditions d'accès peuvent être gérées contractuellement ou par décision d'assemblée générale

Une modification du cadre juridique ne pourrait intervenir qu'au niveau législatif.

A ce jour les mesures prises en ce sens pour d'autres types d'intervenants ont, au mieux, prévu l'obligation d'inscription de cette problématique à l'ordre du jour de l'assemblée générale de la copropriété.

Question 3: *Quelles évolutions du cadre en vigueur régissant les conditions d'accès des opérateurs aux immeubles vous sembleraient efficaces et proportionnées dans la perspective du déploiement des réseaux très haut débit en France ?*

Les opérateurs devront avoir accès selon les mêmes modalités que les opérateurs des autres secteurs d'activité. Des modalités ont, par exemple, été définies pour l'accès aux boîtes aux lettres des organismes de distribution du courrier.

Lorsqu'il s'agit des parties communes des immeubles relevant du statut de la copropriété, cet accès est soumis à des modalités fixées par les propriétaires ou syndicat de copropriétaires. La majorité fixée dans ce cas est la plus simple prévue dans les statuts des copropriétés.

Question 4: *La mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre en pied d'immeuble vous semble-t-elle être une option pertinente à terme ? Quelles sont les conditions pour qu'une telle modalité de mutualisation soit effective ? Quelle sont les paramètres limites de densité urbaine, de coût d'accès au génie civil existant et de coût d'accès au point de mutualisation en pied d'immeuble qui permettent une telle mutualisation dans des conditions économiques raisonnables pour un opérateur alternatif ?*

La mutualisation en pied d'immeuble constitue une réponse immédiate à la difficulté posée par les parties communes (difficultés d'autorisation, d'accès et d'intervention, impasse technique et économique de la multiplication des câbles). Elle ne peut cependant constituer à elle seule une réponse suffisante pour favoriser le déploiement des réseaux fibres et de la concurrence :

- dans les zones où existe de l'habitat collectif, des solutions de mutualisation seront nécessaires en amont pour atteindre le pied d'immeuble. Si cette question ne se pose pas à Paris où l'existence d'un réseau d'égouts visitables constitue de facto un génie civil mutualisé, le problème se pose sur tout le reste du territoire national.
- il s'agit d'une solution qui n'est valable que pour un certain type d'habitat : les immeubles collectifs, plutôt de grande taille. Elle risque de ne pas être viable sur des collectifs de petite taille, et écarte les maisons de ville et l'habitat pavillonnaire. Or la question de la mutualisation du segment terminal s'y pose tout autant que dans les immeubles : en dehors de la problématique de la négociation avec la copropriété qui disparaît, les fondamentaux

économiques qui poussent à la mutualisation ne sont pas très différents. Dans ce type d'habitat, une mutualisation des derniers mètres au niveau de la rue ou du paté de maison devrait être développée. La notion de pied d'immeuble devrait donc être élargie à une notion de noeud de proximité. Si sa localisation sur le domaine public peut compliquer son implantation, elle en facilite l'accès ultérieur.

La mutualisation en pied d'immeuble constitue avant tout une manière de préserver l'avenir et de s'assurer qu'une solution élémentaire reste disponible pour traverser les parties communes des immeubles collectifs. Il s'agit d'une brique importante, mais qui ne peut fonctionner seule. Elle doit s'insérer dans un ensemble permettant de traiter l'amont, ainsi que les autres typologies de zones.

Question 14: *La solution proposée par France Télécom vous semble-t-elle satisfaisante ? Quelles autres solutions vous paraîtraient efficaces et raisonnables pour le client final, les copropriétés et les différents opérateurs ? Quel système de tarification ou de droit de suite proposez-vous ?*

La solution proposée par France Télécom est intéressante. En effet, les principaux griefs exprimés par les associations de co-propriétaires ainsi que par les associations de syndicats concernent les craintes liées aux interventions d'acteurs multiples dans les parties communes et sur le réseau, compliquant toute recherche d'interlocuteur ou de responsabilité en cas de panne du réseau ou de dégradations dans les parties communes lors d'une intervention par exemple.

La mise en place de la solution proposée par France Télécom répond en partie à ces préoccupations dans la mesure où le prestataire proposé serait responsable devant la copropriété pour les travaux et devant France Télécom pour la partie réseau et ce quelque soit l'opérateur du client final.

Question 15: *Partagez vous l'analyse ci-avant sur la nature des informations préalables devant être fournies aux opérateurs intéressés ou ayant souscrit à une offre de mutualisation ? Un délai d'information, dans un sens ou l'autre, vous semble-t-il justifié ?*

Dans le cas des opérateurs qui seront actifs en matière de déploiement et de mutualisation, il semble nécessaire que les informations préalables soient partagées bien en amont du raccordement. Cela est indispensable pour planifier les modalités de raccordement. Cette action permettra aux opérateurs contactés de pouvoir éventuellement s'associer à l'opération pour déployer leur réseau sur des tronçons qui pourraient être communs lors de l'opération, partageant ainsi notamment les coûts de travaux.

En tant que gestionnaires du domaine public et responsables de l'aménagement de leur territoire, il est essentiel que ces informations (travaux, raccordements, zones couvertes) soient également consultables par les acteurs publics. Ceci pourrait se faire par l'intermédiaire de serveurs permettant une disponibilité permanente de l'information, accessible directement, à la demande, et sans surcharge de travail pour les détenteurs des informations.

Question 17: *Estimez-vous que les offres de mutualisation des acteurs doivent être soumises à une régulation des pouvoirs publics ? Si oui, quel schéma incitatif, réglementaire ou législatif vous semblerait le plus adapté ?*

La DGUHC est favorable à la mise en place d'un label, mais pas à une obligation constructive supplémentaire. En effet, le Code de la construction et de l'habitation définit des règles, notamment de construction; il n'a pas vocation à gérer la régulation entre opérateurs ni les conditions d'accès aux immeubles relevant du statut de la copropriété (sur ce point voir réponse Q2 et Q3).